**Que faire face à la science non faite ?**

Contribution de Catherine Bourgain au débat du 25 novembre sur la post-vérité

La question de la post-vérité doit aussi être analysée sous l’angle de ses moteurs. Autrement dit, comment expliquer qu’aujourd’hui de plus en plus de citoyens, parfois organisés collectivement, parfois seuls, mettent en doute les savoirs produits par les institutions scientifiques (laboratoires, universités, hôpitaux, agences nationales de santé, de sécurité sanitaire, observatoires locaux…) pourtant officielles et investies de missions d’intérêt général ?

Comment comprendre qu’ils soient aussi nombreux à aller chercher des explications loin de la science ou des savoirs produits par les cénacles académiques, censés œuvrer pour le bien commun ?

Comment analyser le fait que les plus motivés d’entre eux vont jusqu’à organiser seuls des enquêtes pour étayer leurs points de vue, intuitions, croyances (selon le point de vue que l’on souhaite adopter), sans chercher et même en fuyant les « experts » et autres chercheurs trop associés à une forme de production de savoirs – la science- envers laquelle ces citoyens expriment une défiance très forte ?

Les explications sont nombreuses et complexes. Je voudrais insister ici sur l’une d’entre elle, la question de la « science non faite » (undone science, en anglais).

Il s’agit de s’interroger sur ce que produisent les institutions de recherche publiques aujourd’hui. Quelles questions prennent-elles au sérieux ? et qui décident que c’est sur ce sujet-là qu’il faut travailler et en se posant cette question-là et pas une autre ?

En premier lieu bien sûr, on pense à l’influence du secteur privé marchand. Avec les pressions économiques grandissantes, les politiques publiques autour de l’économie de la connaissance, (telles que définies par exemple dans l’agenda de Lisbonne), les scientifiques, sommés d’apporter leur contribution à la croissance économique, sont « vivement incités » à travailler avec les industriels de tout poil ou à monter leurs start-ups. Si ces situations peuvent conduire à des conflits d’intérêt patents influant gravement sur la qualité et la rigueur du travail de recherche, l’effet sur le système de recherche publique dépasse en réalité ces seuls cas, à la fois trop nombreux mais qui restent heureusement minoritaires). En effet, aujourd’hui, une proportion importante de chercheurs publics travaille à apporter des réponses à des questions qui leur ont été posées par des industriels ou qui répondent à des intérêts industriels. En biologie santé, par exemple, il peut s’agir de travailler sur des modèles qui permettront de développer des innovations thérapeutiques rentables pour l’industrie pharmaceutique, alors même que les coûts de ces innovations pourront mettre en péril l’équilibre du système de protection sociale.

Aussi importante et centrale soit-elle, cette question de la production de connaissances « en réponse au secteur privé marchand » n’est pas la seule à travailler la question de la post-vérité. Car les chercheurs publics sont aussi financés et organisés pour répondre à des questions qui répondent à l’intérêt public tel qu’il est défini par les pouvoirs publics. Or, avec la montée des aspirations démocratiques, les citoyens que nous sommes, sont de moins en moins enclins à accepter que les « bonnes questions » soient décidées pour eux, « d’en haut », par des experts désignés par les pouvoirs publics. Un exemple illustre bien cette idée, celui des recherches menées sur les conséquences sur la santé des pollutions industrielles autour de l’étang de Berre, près de Marseille (Allen et al, 2016[[1]](#footnote-1)). Dans cette région, voilà des années que les habitants se plaignent des conséquences sur leur santé et celles de leurs enfants des rejets industriels. Les mobilisations citoyennes ont ainsi contraint les pouvoirs publics à diligenter des enquêtes pour tenter « d’objectiver » les liens entre pollutions et santé. Mais, au lieu de partir des questions et des perceptions des problèmes de santé des habitants mobilisés, ces enquêtes menées par des épidémiologistes, ont tout de suite posé la question en termes de risques. Il s’est agi de comparer certains marqueurs de mauvaise santé de la population de ces villes et ceux de populations jugées comparables mais non ou moins exposées. Les choix méthodologiques de ces enquêtes ont fait l’objet de critiques assez vives, portant notamment sur les critères choisis pour « mesurer l’état de santé ». Mais au-delà de ces limites méthodologiques, une question plus fondamentale se pose. En décidant de poser le problème en terme de risques pour une population (de mesure de risques, de comparaison de risques…) et non pas au niveau des individus, les travaux scientifiques menés font un choix : celui de répondre à une question telle que les pouvoirs publics se la posent. En effet, les pouvoirs publics, réfléchissant en terme de gestion des populations, se sont habitués à cadrer les situations complexes dans le vocabulaire statistique des mesures de risque. Pour autant, cette façon d’aborder la complexité n’est pas la seule façon de l’interroger.
Les effets des pollutions sur la santé d’habitants de villes précises peuvent se questionner autrement. Les études épidémiologiques ont beau dire que le risque est le même qu’ailleurs, les habitants font au quotidien l’expérience qu’ils toussent beaucoup trop. Les médecins généralistes arrivés plus récemment sont surpris de la fréquence de symptômes qu’ils ne trouvent pas ailleurs… De façon évidente, il reste une série de questions auxquelles les études scientifiques conduites ne permettent pas de répondre. Une science non faite. Une science qui reste à faire…

Considérer que, dès lors que les études épidémiologiques ont été menées, la science a parlé, revient à imposer le fait qu’il n’existe qu’une seule et unique façon d’aborder ces questions, avec rigueur scientifique. Or, c’est faux. Il n’existe pas une science unique, mais DES sciences ou au moins DES disciplines scientifiques. Et chacune correspond à des façons différentes de regarder le monde et de l’interroger. Il ne s’agit pas de dire que tout questionnement est scientifique. Produire des savoirs scientifiques impose de s’astreindre à suivre des règles fortes. La dimension scientifique impose une rigueur, impose une transparence dans les hypothèses, les méthodes et les résultats, impose la démonstration rationnelle, impose le fait de se soumettre au regard critique d’une communauté de chercheurs se sentant tous engagés par le même objectif - produire un savoir solide, sur lequel il sera possible de fonder des décisions qui engagent.

Ainsi, cette prétention à dire que LA science a parlé quand en réalité une discipline scientifique a parlé, qui plus est, à propos de questions éminemment complexes, pose problème. Dans ces conditions, il n’est pas étonnant que des citoyens toujours plus nombreux se tournent vers d’autres formes de connaissances ou de croyances, alors que ces dernières ne s’astreignent pas toutes à des exigences de production aussi claires que les exigences de production des savoirs scientifiques.

Prenant acte de ces enjeux autour de cette science non faite, voilà des années que Sciences Citoyennes s’engage pour promouvoir :

* La recherche participative, qui consiste notamment à co-construire des programmes de recherches entre chercheurs académiques et société civile, depuis les questions de départ motivant la recherche jusqu’à l’exploitation des résultats
* Les conventions de citoyens, pour que les priorités en matière de choix de recherches soient débattues et décidées après un débat démocratique éclairé
* Le soutien aux lanceurs d’alertes scientifiques, pour renforcer la démocratie effective au sein des communautés de chercheurs et prendre au sérieux les voix qui sortent des sentiers battus.
1. Allen, Ferrier, Cohen. 2016. Through a maze of studies : health questions and undone science in a French industrial region. Environnemental sociology [↑](#footnote-ref-1)